

Arrêté concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale

du 25 janvier 2005

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 23, alinéa 3, de la loi du 9 novembre 1978 sur les émoluments¹⁾,

considérant que l'indice suisse des prix à la consommation a atteint 153,1 points en décembre 2004,

considérant que la condition d'indexation se trouve ainsi réalisée,

arrête :

Article premier ¹ Les émoluments cantonaux arrêtés par le Parlement et adaptés à l'indice 145,5 des prix à la consommation sont augmentés de 5,22 %.

² Cette augmentation concerne notamment les émoluments fixés dans les décrets suivants :

- décret du 4 décembre 1986 fixant les émoluments de l'administration cantonale²⁾ (à l'exception des émoluments perçus par la Chancellerie d'Etat);
- décret du 11 octobre 1984 fixant les taxes perçues en matière de police des étrangers³⁾;
- règlement du 22 août 1989 concernant les émoluments de naturalisation pour étrangers⁴⁾;
- décret du 6 décembre 1978 fixant les émoluments du registre foncier⁵⁾;
- décret du 6 décembre 1978 fixant les émoluments pour la délivrance, le renouvellement et l'annulation des actes d'origine⁶⁾;
- décret du 6 décembre 1978 fixant les émoluments en matière d'établissement et de séjour des citoyens suisses⁷⁾;
- décret du 4 décembre 1986 fixant les émoluments judiciaires en matière de juridiction civile et d'arbitrage⁸⁾;
- décret du 4 décembre 1986 fixant les émoluments et autres indemnités en matière de juridiction pénale⁹⁾;
- décret du 4 décembre 1986 fixant les émoluments en matière de juridiction administrative et constitutionnelle¹⁰⁾;
- décret du 6 décembre 1978 fixant les émoluments de la Commission cantonale des recours en matière d'impôts¹¹⁾;

- décret du 6 décembre 1978 sur les redevances et les émoluments dus pour l'utilisation des eaux¹²⁾;
- décret du 6 décembre 1978 concernant les émoluments sur les mines¹³⁾.

³ Les nouveaux montants sont arrondis au franc près.

⁴ Cette augmentation compense le renchérissement total de 44,6 points enregistré à partir du 1^{er} janvier 1987.

Art. 2 L'augmentation prévue à l'article premier, alinéa 1, ne s'applique pas aux émoluments fixés dans les actes suivants :

- directives du 26 janvier 1988 fixant les émoluments à percevoir en vertu de la modification du 5 octobre 1984 du Code civil suisse¹⁴⁾;
- décret du 25 avril 1985 fixant les émoluments des officiers de l'état civil¹⁵⁾;
- décret du 6 décembre 1978 fixant les émoluments des autorités de tutelle¹⁶⁾;
- décret du 22 décembre 1988 fixant le tarif des émoluments pour l'établissement de plans de répartition des impôts municipaux¹⁷⁾.

Art. 3 Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 2005.

Delémont, le 25 janvier 2005

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Claude Hêche

Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) [RSJU 176.11](#)
- 2) [RSJU 176.21](#)
- 3) RSJU 176.213
- 4) [RSJU 176.215](#)
- 5) [RSJU 176.331](#)
- 6) RSJU 176.411
- 7) [RSJU 176.412](#)
- 8) [RSJU 176.511](#)
- 9) RSJU 176.521
- 10) RSJU 176.531
- 11) RSJU 176.533
- 12) RSJU 752.461
- 13) RSJU 931.61
- 14) [RSJU 176.214](#)
- 15) RSJU 176.321
- 16) [RSJU 176.421](#)
- 17) RSJU 641.416

